

Restitution de la soirée d'échanges organisée le 8 février 2019 à Annet sur Marne dans le cadre du Grand Débat National



ELEMENTS DE CONTEXTE



En réponse à la crise dite des « Gilets Jaunes », le Président de la République a souhaité que soit organisé un Grand Débat National qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain. Dans ce cadre, les Maires ont été invités par les services de l'Etat, en l'occurrence, concernant notre commune, par Madame la Préfète de Seine-et-Marne, à organiser le recueil des attentes des citoyens par la mise en place de réunions publiques.

Notre commune a donc organisé une telle réunion le vendredi 8 février à 20 heures au centre culturel Claude Pompidou.

Les annetois en ont été informés par une lettre signée par le Maire et distribuée dans toutes les boîtes aux lettres de la commune, ainsi que via le site <http://www.annetsurmarne.com>.

La date de la réunion a par ailleurs été renseignée sur le site <https://granddebat.fr>.

Des tables rondes ont été mises en place autour des 4 grandes thématiques du débat à savoir :

- **Démocratie et citoyenneté,**
- **Transition écologique,**
- **Organisation de l'Etat et des services publics,**
- **Fiscalité et dépenses publiques.**

Les participants ont déterminé selon leur libre choix la thématique qu'ils souhaitaient aborder.

Il leur a été précisé néanmoins qu'ils étaient libres de changer de table à tout moment.

Les fiches mises en ligne sur le site du Grand Débat ont été disposées sur les tables pour servir de support à la conduite des débats.

La présente note en constitue la restitution, étant entendu, en tout état de cause, que les notes des participants, qu'elles aient été prises sur papier libre ou directement sur les fiches thématiques, seront scannées et déposées in extenso sur la plateforme dédiée du site national <https://granddebat.fr>. Il en sera de même pour les correspondances adressées directement en Mairie.



PARTICIPANTS



- Monsieur Rodrigue KOKOUENDO, Député LREM de la circonscription (7^{ème} circonscription de Seine-et-Marne),
 - Sa collaboratrice parlementaire,
 - Christian MARCHANDEAU, Maire d'Annet sur Marne,
 - Élus du Conseil Municipal de la commune,
 - Personnel communal pour l'organisation,
- **Au total, 33 personnes se sont présentées pour participer aux échanges.**

Elles se sont réparties librement sur les tables en fonction des thématiques qui y étaient exposées.

Les 4 tables ont été choisies, avec néanmoins un attrait plus important constaté lors du choix pour la table relative à la fiscalité et aux dépenses publiques.



RESTITUTION DES DEBATS



Démocratie et citoyenneté

En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Au député car il est le plus proche du gouvernement, mais peu accessible. Devrait être plus visible.

Au Maire.

En dehors des élus politiques, faudrait-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

Rendre les syndicats obligatoires pour plus de représentation.

Non pour les associations pour ne pas risquer qu'elles perdent de leur indépendance.

Exigence par ailleurs de plus de transparence.

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Des élus exemplaires judiciairement et financièrement. Une plus grande proximité.

Le non cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires est-il une bonne chose ?

Une bonne chose considérant l'impossibilité d'accomplir deux fonctions simultanément de manière rigoureuse.

Que faudrait-il faire pour représenter les différentes sensibilités politiques ?

La proportionnelle.

Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Oui pour certains participants, pour les élections législatives, régionales et départementales.

Pas de proportionnelle pour d'autres.

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires ?

Oui pour les sénateurs.

Non pour les députés.

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires ?

Réduire le nombre de strates d'administrations. Le système est à revoir, trop de doublons avec le mille-feuilles territorial.

Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Le vote obligatoire.

Il faut que les élus prennent de vraies mesures, qui permettent d'avoir des résultats durables, quitte à ne pas plaire immédiatement au « public ».

Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui.

Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Oui à compter dans les suffrages exprimés.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Avec le référendum d'initiative partagée (même principe qu'aujourd'hui).

Tirer des citoyens au sort pour échanger avec le député, voire passer plusieurs mois avec lui, dans son équipe.

Rendre systématique la transparence des informations de gestion pour les communes. De manière générale, plus de petits points d'informations à tous les niveaux des services de l'Etat : les citoyens veulent savoir comment est utilisé leur argent.

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Oui mais cadré et pas sur tous les sujets (sécuriser les items fondamentaux).

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Oui.

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative des membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

Oui en assouplissant les conditions d'application, et en diminuant les seuils pour permettre à la demande des citoyens d'émerger. En inversant par ailleurs la démarche avec l'étape n°1 par les citoyens et l'étape n°2 par les Parlementaires.

Un participant indique que ce n'est peut-être pas la meilleure idée pour faire vivre la démocratie.

Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Majoritairement Non. Une personne à la table est pour.

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'Etat et les Collectivités ?

Non renseigné.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer ?

Non renseigné.

Diriez-vous que l'application de la laïcité en France aujourd'hui est satisfaisante / à améliorer / à modifier profondément ?

Majoritairement satisfaisante. Une personne à la table est pour la modifier profondément.

Que proposez-vous pour renforcer les principes de laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Rien à changer, seulement respecter les règles.

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et les valeurs intangibles de la République ?

L'instruction, l'éducation, instruction civique et des stages de citoyenneté.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Service citoyen, stages dans des associations humanitaires, travail d'intérêt général, service civique.

Quels sont les comportements « civiques » qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

- ***Favoriser le tri sélectif et la protection de l'environnement,***
- ***Comportements de proximité (bon voisinage et autres),***
- ***Favoriser le rôle des écoles.***

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Non renseigné.

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Non renseigné.

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Non renseigné.

Que peuvent et que doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Sanctionner par une amende.

Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

Chacun doit contribuer au vivre ensemble.

Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Non renseigné.

Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Valoriser le vivre ensemble.

Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

Oui au cas par cas. Service civique, bénévolat dans l'associatif par exemple.

Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ?
Quelles sont selon vous les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

Non renseigné.

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Complexité de la question car certains migrants transitent et visent l'étranger.

Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Non renseigné.

Quelles sont selon vous les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

Non renseigné.

Y'a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Les retraites : pas de perspective pour les générations à venir.

Annulation de la hausse de la CSG.

Revalorisation des retraites et du SMIC.

Recalcul de la base des retraites (primes à intégrer).



Transition écologique

Recyclage des déchets d'entreprises.

- **Mise en place d'un système d'identification,**
- **Instauration de bonus-malus,**
- **Incitation au recyclage**

Quelques sources possibles de financement de la transition écologique :

- **Suppression de la taxe « Chirac » et mise en place d'une taxe sur tous les vols nationaux,**
- **Augmentation de la taxe de séjour à hauteur de ce qu'avait préconisé la Cour des Comptes (pour le financement du Grand Paris),**

- **Mise en place de taxes sur les super tankers et les bateaux de croisière (à fuel lourd),**

Pour le développement du compostage :

- **Incitation à la mutualisation des composteurs (par rue, par cité gérés par des bailleurs sociaux...),**
- **Mise en place de services (ambassadeurs du tri...),**

Uniformisation des consignes de tri, signalétique...



L'organisation de l'Etat et des services publics

Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ?

Vers plus de simplicité, moins de tracasseries administratives. Moins de niveaux à empiler, guichet unique quand cela est possible.

Cela devrait être moins compliqué et simplifié. L'organisation évolue trop vite pour les personnes âgées, surtout dans les préfectures (fracture internet).

Organisation lourde. Trop de couches au mille feuilles => régions, départements, communautés de communes. Manque de passerelles entre les différentes administrations.

Diriez-vous que vous savez quels sont les différents échelons administratifs qui gèrent les différents services publics dans votre territoire ?

Oui majoritairement. Non pour un participant.

Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?

Oui unanimement.

Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attaché ?

Sur 4, la commune pour 4 participants + le département 3 et la région pour 2. Personne pour l'intercommunalité.

Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ? Si non, quels types de services publics manquent dans votre territoire ou qu'il est nécessaire de renforcer.

Non unanimement (ou alors transférer les fonds nécessaires pour un participant).

Maintenir la Poste (3300 habitants).

Accueil physique impôts, sécurité sociale, police, hôpitaux, sous-préfecture.

Des maisons de retraite moins chères.

Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ?

Oui et non à 50/50% des participants.

Pour l'essentiel mais gros problèmes pour la santé, médecins de ville, spécialistes (ophtalmo...)

Lorsqu'un déplacement est nécessaire, pour effectuer une démarche administrative, quelle distance pourriez-vous parcourir sans difficulté ?

Sur 4 participants, jusqu'à 10kms pour 2, jusqu'à 15 kms pour 1, jusqu'à 20 kms pour 1.

Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout besoin (choix multiple)...

Sur 4 participants :

- **Numérique pour 3,**
- **Téléphonique pour 3 (dont un précise : avec la possibilité de joindre un interlocuteur et non une machine qui fait « tourner en rond »),**
- **Physique pour 3**

Quels nouveaux services ou quelles démarches souhaitez-vous voir développés sur Internet en priorité ?

Toutes les démarches administratives courantes (état civil, cimetière, élections, écoles, périscolaire...).

Si vous rencontrez des difficultés pour effectuer vos démarches administratives sur Internet, de quel accompagnement souhaiteriez-vous bénéficier ?

Les réponses « une formation numérique », « une aide téléphonique » et « une prise en charge par un agent » sont équitablement réparties. En cas de prise en charge par un agent, l'avis est favorable quant à ce qu'il effectue certaine des démarches à la place de l'utilisateur avec son accord.

Pour chacune des nouvelles formes de service public « Maisons des Services Publics / Bus itinérant de services publics / service public sur prise de rendez-vous / agents susceptibles de vous accompagner dans des démarches administratives » diriez-vous qu'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise chose ?

Tous les participants considèrent qu'il s'agit de bonnes choses.

Avez-vous déjà utilisé certaines de ces nouvelles formes de service public ?

Non pour tous les participants.

Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ?

Mairie, écoles, démarches pour CNI et passeports. Souhait néanmoins de davantage d'accueil.

Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ?

Santé, police.

Nouvelles formes pour les transports dans les zones rurales, commerces de proximité, dispensaires, maternité à moins de 30 km.

Avez-vous déjà renoncé à des droits / des allocations en raison de démarches administratives trop complexes ?

Non.

Connaissez-vous le « droit à l'erreur » c'est-à-dire le droit d'affirmer votre bonne foi lorsque vous faites une erreur dans vos déclarations ?

Oui pour 2 participants sur 3. Non pour le 3^{ème}.

Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a déjà demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ?

Documents / formulaires redondants.

Les 80 km/heure sur les routes départementales.

Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?

Plus accueillante, simple, et rapide.

Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?

Simplifier et accélérer les procédures. Redonner plus de moyens aux Mairies.



Fiscalité et dépenses publiques

Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Tenir compte du rapport de la Cour des Comptes.

Documents clairs, lisibles, sur la répartition du budget de l'Etat selon différents ministères avec les montants alloués, les domaines d'activités prioritaires, les économies à réaliser.

L'Etat doit appliquer ce qu'il impose aux citoyens : modérer les dépenses et arrêter de dépenser plus qu'il ne reçoit, arrêter d'emprunter alors que la dette explose.

Communication du tableau des dépenses publiques simplifié.

Formation au fonctionnement de la vie publique et de l'Etat.

Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Nouveaux contrôles, efficacité des contrôles.

Elargir la base d'imposition (44% en France contre 80% en Allemagne).

Simplification (niches fiscales, aide sociale...).

Faire payer tous les contribuables avec des paliers ajustés.

Que chacun paye son dû, y compris les grosses fortunes.

Chasse aux fraudeurs.

Elargir la grille d'imposition et assurer une répartition plus équitable selon la situation personnelle, le revenu perçu (ex : célibataire sans enfant).

Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :

Réduire la dépense publique pour la majorité des participants.

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

TVA sur certains produits (essence) + TVA avec un seul taux modéré.

Supprimer pour tous les +1.70% de CSG.

Impôts locaux.

Taxes sur l'énergie, la santé, les services publics (eaux, déchets).

Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

Les dépenses de l'Etat pour la majorité des participants (puis dans une moindre mesure, des collectivités territoriales, et les dépenses sociales).

Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

Adapter les budgets aux besoins réels avec un cahier des charges et avec des explications à apporter.

Mieux gérer l'argent et arrêter de tout changer à chaque changement de ministre.

L'éducation, les transports, la défense (transfert vers l'Europe), la sécurité.

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...

Augmenter le temps de travail pour 2 participants.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales (allocations familiales –contrôles-, ASSEDIC, arrêts de travail, revenu minimum).

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

L'accès aux soins, les mal-logés et les mal-nourris, les gens en mauvaise santé.

Pour quelles politiques publiques ou pour quels domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ?

La santé, l'éducation, la sécurité pour certains participants.

Aucune pour d'autres, il y a assez d'impôts.

Seriez-vous prêt à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Oui pour deux participants. Non pour un.

Y'a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Dépassement des dépenses de la collectivité.

Suppression de la CSG sur les retraites, aligner l'augmentation des pensions de retraite sur l'inflation.

Les personnes de l'Etat ne devraient plus avoir de voitures thermiques mais rouler à l'électrique.

Moins de députés et de sénateurs.

Vote électronique, sans papier ni publicité.

Supprimer les services redondants et peu efficaces (Pole Emploi, mutuelles, services sociaux).

Simplifier le système des mutuelles de santé (problème contrats individuels).

Les participants ayant épuisé tous les sujets qu'ils souhaitaient aborder, la réunion s'est achevée à 23 heures.